

PRÉFECTURE
Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/338

A R R E T E

**N° 2014058-0015 du 27 février 2014 portant
mise en demeure à la société Traitement de Surfaces et
Mécanique (TSM) de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 réglementant ses
installations sises à RICHWILLER**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Livre I, livre 7 du Code de l'Environnement et notamment l'article L171-8,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014031-0014 du 31 janvier 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 portant autorisation à la société TRAITEMENT DE SURFACES ET MECANIQUE (T.S.M.) de poursuivre l'exploitation (codification et prescriptions complémentaires) de son atelier de traitement de surfaces à RICHWILLER au titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement,
- VU** la visite de contrôle du 29 novembre 2013,
- VU** le rapport de constats du 10 février 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a réalisé aucun bilan périodique de la surveillance des eaux souterraines, alors qu'un premier bilan aurait dû être envoyé 4 ans après la notification de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé et qu'il est par conséquent contrevenu à l'une des dispositions de l'article 9.5.2.3 de cet arrêté,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a engagé aucun processus de remise en état du piézomètre VN7 (n°BSS 04132X0416) qui ne peut plus faire l'objet de prélèvement depuis la campagne de mars 2013 et qu'il est par conséquent contrevenu à l'une des dispositions de l'article 9.5.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait réaliser l'analyse de la concentration en Nickel du rejet à atmosphère de l'émissaire n°V5 dans la dernière campagne de mesure des 23 et 24 juillet 2013 et qu'il est par conséquent contrevenu à l'une des dispositions de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé,

CONSIDERANT que la capacité de rétention des bains de décapage aluminium, dits ligne « spit » et dont le volume est supérieur à 1 000 litres, ne comporte pas de déclencheur d'alarme en point bas en cas de présence de liquide et qu'il est par conséquent contrevenu à l'une des dispositions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société Traitement de Surfaces et Mécanique (TSM), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 8 rue Jean à PARIS (75008), est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les dispositions reprises aux articles suivants, pour son site situé 2 rue de Kingersheim à RICHWILLER (68120).

Article 2 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 9.5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé :

« *Tous les 4 ans, l'exploitant réalise un bilan de la surveillance dans lequel il commente l'évolution des résultats d'analyses et dans lequel il peut éventuellement faire des propositions pour modifier le programme de surveillance* ».

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 9.5.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé :

« *Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible* »

Article 4 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 :

« *Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :*

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité</i>
(...)	(...)	annuelle »
N°V5, (...)	(...), Nickel, (...)	
(...)	(...)	

Article 5 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé :

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. »

Article 6 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 27 février 2014

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.